

CD&V: le nouveau PS

Le parti le plus à gauche de la suédoise utilise ses réseaux pour déminer le conflit social. Objectifs ? Obtenir des corrections à l'accord de gouvernement, mais aussi tenter de briser le front commun syndical. Mal pris, fragilisé, ce n'est pourtant pas lui qui provoquera une crise.

Par **Olivier Mouton**

Aux premières heures de la suédoise, le politologue Dave Sinardet (VUB) avait qualifié le CD&V de « nouveau PS » au sein de la coalition fédérale. Formation la plus à gauche de cet attelage inédit avec la N-VA, le MR et l'Open VLD, le parti social-chrétien flamand confirme cette image en jouant les démineurs dans le conflit social, après la mobilisation syndicale historique du jeudi 6 novembre, qui a rassemblé quelque 120 000 personnes dans les rues de Bruxelles. Et il fait pression pour obtenir une taxation des revenus du capital, qui ne figure pas littéralement dans un accord fiscalement flou.

Nommé « facilitateur », son vice-Premier ministre, Kris Peeters, utilise la mobilisation de la rue comme levier pour obtenir des « corrections sociales » et... renégocier en quelque sorte le programme gouvernemental, deux mois à peine après sa signature, en renforçant les incitants à la création d'emplois ou la taxation sur les revenus du capital par exemple. Ce faisant, il vise aussi à apaiser la colère du Mouvement ouvrier chrétien (l'ACW, rebaptisé Beweging.net en Flandre) et de son syndicat l'ACV. Objectif non avoué ? Tenter de fracturer le front commun syndical au sein duquel la FGTB apparaît bien plus jusqu'au-boutiste que sa consœur chrétienne.

Le CD&V n'envisage en aucun cas de provoquer une crise, même si ces velléités fiscales se heurtent pour l'heure

à l'intransigeance de ses partenaires. Il se veut au contraire le garant du modèle de concertation sociale belge et se rêve... sauveur d'une coalition qui a démarré sur des bases très controversées, avec une communication chaotique digne des grandes heures de l'ère Verhofstadt, quand chacun des partenaires s'exprimait librement, quitte à provoquer des tensions internes.

Le pare-chocs social

Dans un entretien au Vif/L'Express, Wouter Beke, président du CD&V, exprime de façon très placide les intentions de son parti. « Notre objectif, c'est l'exécution de l'accord de gouvernement dans toutes ses dimensions, et cela passe par la concertation sociale, point, martèle-t-il. C'est le fonctionnement habituel d'une majorité. Les réformes des pensions ou du marché du travail menées sous le gouvernement Di Rupo ont également été sources de tensions sociales. Les

ministres Alexander De Croo, Vincent Van Quickenborne (Open VLD) et Monica De Coninck (SP.A) ont alors débattu des modalités d'exécution avec les partenaires sociaux. C'est la voie à suivre. Dans sa déclaration, le Premier ministre a dit que le saut d'index devait servir à créer des emplois : cela doit être concrétisé, ce n'est pas un cadeau aux employeurs. Dans l'accord, il est prévu une réforme fiscale visant à répartir l'effort de façon plus équitable : cela doit être concrétisé. Les vice-Premiers Jan Jambon (N-VA) et Alexander ●●●

●●● De Croo (Open VLD) ne remettent pas en cause ces engagements. »

Le président du CD&V dénonce par ailleurs les « caricatures » actuelles de l'opposition socialiste. « Certains semblent oublier rapidement les politiques menées quand ils étaient au pouvoir, grince-t-il. Il y a beaucoup de continuité dans le travail que nous menons par rapport à l'ère Di Rupo. » Il cite entre autres les modifications de l'indexation des salaires négociée avec le PS sous la législature précédente, dont l'effet est selon lui assez comparable au saut d'index. Sous la suédoise, le CD&V a paradoxalement repris le rôle du PS auparavant : être le pare-chocs social au sein de la majorité. Comme lui, il est sous la menace électorale de deux partis de gauche, le SP.A et Groen!, qui tirent à boulets rouges depuis l'opposition.

L'aile gauche du mouvement ouvrier chrétien flamand est, il est vrai, sous le choc des mesures annoncées. Marc Leeman, secrétaire général du syndicat chrétien (ACV) les a qualifiées de « catalogue des horreurs ». C'est une des raisons pour lesquelles les élus sociaux-chrétiens mènent, depuis le 22

octobre et jusqu'au 16 décembre, un tour de Flandre pour expliquer le contenu de l'accord et écouter les ressentis de la population. « Une démarche habituelle, que j'ai menée après chaque formation de gouvernement depuis que je suis président, souligne Wouter Beke. Les gens y expriment leurs inquiétudes au sujet de l'emploi ou des pensions, pas au sujet de la coalition. »

Un programme « déséquilibré »

A gauche du parti, le discours prend des accents plus marqués. « Lors de ces réunions, j'ai constaté que les gens estiment ce programme déséquilibré, ponctue Stefaan Vercamer, député fédéral CD&V, proche de Beweging.net. Ils en appellent à des mesures plus fortes touchant ceux qui gagnent beaucoup d'argent avec leur argent, que ce soit un relèvement de la taxe boursière ou une taxe sur les plus-values. La mobilisation du 6 novembre à Bruxelles était un signal très fort en ce sens. Ce n'était pas une action artificiellement provoquée, mais

un mouvement spontané. En tant que politique, on ne peut pas rester aveugle. » Quitte à retoucher l'accord de majorité ? « Dans tout gouvernement, il y a des choix négociés qui ne sont pas exécutés et d'autres qui ne sont pas prévus au départ, mais qui s'imposent par après en raison des événements », note-t-il d'abord. Avant de préciser : « L'impôt sur les plus-values que je préconise ne se trouve pas littéralement dans l'accord de gouvernement, mais plusieurs passages du texte permettent ce débat. »

Le CD&V utilise aussi l'émoi provoqué dans l'opinion publique par deux actualités troublantes : les révélations du LuxLeaks, ces accords fiscaux secrets favorables à de grandes entreprises, et la vente d'Omega Pharma par son CEO Marc Coucke, célèbre aussi en Flandre pour son investissement dans le football, sans le moindre euro d'impôt payé. « Cela montre qu'il faut bouger dans ce dossier, enchaîne Stefaan Vercamer. Et j'entends que le ministre des Finances, Johan Van Overtveldt (N-VA), n'y est pas insensible. » Depuis, le ministre MR du Budget Hervé Jamar a brouillé les pistes en entrouvrant la porte au débat sur cette taxation avant de faire marche arrière : « Nous ne sommes pas preneurs. » Pour l'électorat traditionnel du MR, une telle taxation serait difficile à avaler. Louis Michel, lorsqu'il négociait avec le PS à la fin des années 1990, en avait même fait un point de rupture...

Le « centre courageux »

Cette cacophonie est-elle le signe que le CD&V est en réalité mal à l'aise au sein de la suédoise ? « On a surtout l'impression que ce parti réclame à ses partenaires des avancées qu'il n'a pas pu obtenir durant les négociations, analyse Emilie van Haute, politologue à l'ULB, auteur d'une étude sur l'évolution des sociaux-chrétiens flamands. A ce moment-là, on les a en réalité peu entendus, si ce n'est au sujet de la répartition des postes avec son forcing pour obtenir la nomination de Marianne Thyssen

à la Commission européenne. Au final, il est difficile de voir sa marque dans l'accord. Le problème, c'est qu'il est plus difficile d'obtenir de tels changements quand l'accord est signé. » Plusieurs ténors de la majorité ne se sont d'ailleurs pas privés de dire que cet accord constitue une « bible » dont on ne peut sortir.

Sur le fond et sur la forme, le CD&V serait désarçonné parce qu'étant « en décalage » avec sa position naturelle.

Le voilà soudain contraint d'opérer au centre-gauche pour la première fois depuis les années 1980 et les gouvernements Martens et de gouverner avec des partenaires (N-VA et MR en tête) qui ont l'habitude des situations conflictuelles, voire qui les recherchent, alors que ce n'est pas son mode de fonctionnement. Le paradoxe suprême, c'est que le vice-Premier ministre Kris Peeters, ancien patron des classes moyennes flamandes à l'Unizo et clairement étiqueté au centre-droit, se retrouve contraint de défendre des positions de centre-gauche dignes du PS. Une situation proche de la schizophrénie, coutumière chez les sociaux-chrétiens flamands. « En Flandre, lorsqu'il était ministre-président, Kris Peeters s'est forgé une figure de père qui dépasse ses origines politiques et qui défend l'intérêt général, tempère Bram Wauters, politologue à l'université de Gand. C'est l'homme idéal pour mener cette mission de conciliation. » Et pour incarner le « centre courageux », positionnement défendu par le président Wouter Beke depuis son élection à la tête du parti, ad intérim en 2008, définitive depuis décembre 2012. C'est d'ailleurs le titre d'un livre qu'il a publié.

« Un garant de stabilité »

La fébrilité actuelle du CD&V pourrait-elle l'amener à tirer la prise ? « Le CD&V a approuvé cette participation gouvernementale à une très large majorité à tous ses niveaux de décisions – en congrès, au sein de son groupe parlementaire... –, ce serait quand même très étrange que deux mois plus tard, il ne soit plus d'accord avec ce qu'il a signé, estime Bram Wauters. Je ne le vois pas faire marche arrière. Du moins pas à court terme. Si les syndicats attendent que l'on remette en cause le saut d'index ou l'allongement de la pension, c'est exclu. Et le CD&V en est conscient. Il va surtout chercher à obtenir des corrections sociales à des mesures de droite. Cette mobilisation sociale est au fond une occasion qu'il peut saisir pour obtenir davantage. »

« Le CD&V a toujours joué un rôle d'apaisement dans les conflits, de garant de la stabilité et de la paix sociale, prolonge Emilie van Haute. Au sein de la coalition, il est naturellement appelé à tenter de ménager la rue. Il est très peu probable qu'il provoque lui-même une crise. » Voilà sans doute pourquoi les socialistes francophones ne se font plus guère d'illusions sur les perspectives d'une chute rapide de Michel I^{er}. Y a-t-il une « ligne rouge » que le CD&V ne franchira pas ?

« Il y a en effet des choses que nous ne pouvons pas accepter, réplique fermement son président. La limitation de la durée des allocations de chômage dans le temps ou l'instauration de mini-jobs à l'allemande. Mais cela ne figure pas dans l'accord de gouvernement ! Franchement, on peut difficilement dire qu'il s'agit d'un gouvernement thatchérien... Nous faisons 11 milliards d'économies, c'est vrai, mais l'opposition oublie de rappeler que nous investissons autant, sinon plus, dans les dépenses sociales. Nous suivons notre ligne sur le plan socio-économique. »

Lorsqu'on lui demande s'il a bon espoir que les syndicats lèvent rapidement leur mot d'ordre de mobilisation menant à la grève nationale du 15 décembre prochain, Wouter Beke préfère ne pas répondre. Trop tôt. Ou terrain trop miné. Dans le climat de tensions sociales et politiques actuel, le CD&V aura besoin de temps pour faire entendre sa voix. Il semble disposé à le prendre. ●O.M.